



Rapport sur l'événement Moisson d'automne 2020 *Du 2 au 5 novembre 2020*



FALL HARVEST MOISSON D'AUTOMNE

Produce and Politics
Fruits, légumes et politiques

Introduction

Cette année marquait la neuvième édition de Moisson d'automne, l'événement annuel du CHC et de l'ACDFL, devenu un véritable pilier politique sur la colline du Parlement. Comme ce fut le cas dans une multitude de domaines en 2020, la pandémie de COVID-19 a obligé nos organisations à relever d'énormes défis et à apporter beaucoup de changements dans leur travail de défense des intérêts de leurs membres, particulièrement dans la planification de l'événement Moisson d'automne.

Tout au long de la pandémie, les deux associations ont beaucoup travaillé pour faire valoir les besoins du secteur, notamment afin de garder les frontières ouvertes et la chaîne d'approvisionnement en marche, de permettre l'entrée aux travailleurs étrangers temporaires, d'élaborer et de promouvoir des protocoles de sécurité, de pousser le gouvernement à offrir du financement afin d'alléger les fardeaux financiers causés par la pandémie, et bien plus encore.

Adoptant un format virtuel pour la première fois, le CCH et l'ACDFL se sont efforcés de faire en sorte que Moisson d'automne 2020 offre aux participants tous les éléments auxquels ils sont habitués, y compris l'aperçu des enjeux, des tables rondes, des réunions d'équipe et des occasions de réseautage, tout en profitant de nouvelles occasions d'ouvrir la discussion à un plus grand nombre de membres et d'élargir notre public parlementaire. Durant la semaine, nous avons rencontré 41 parlementaires et autres hauts fonctionnaires afin de leur faire part des besoins et des priorités de notre secteur, notamment des efforts que nous consentons en vue de la reprise économique de l'après-COVID.

Nos organisations sont fières des 69 représentants de 7 provinces, y compris un nombre considérable de nouveaux participants, qui se sont adaptés aux circonstances de 2020 pour faire entendre la voix du secteur canadien des fruits et légumes sur la colline du Parlement. Nous les en remercions.

Cet événement n'aurait jamais obtenu un tel succès sans la contribution des commanditaires de Moisson d'automne 2020. L'ACDFL comme le CCH leur sont reconnaissants pour ce soutien durant une année tumultueuse marquée par l'incertitude grandissante qui régnait avant l'événement, et pour



Association des emballeurs de pommes du Québec, Horticulture Nova Scotia et Peak of the Market



l'engagement sans faille de ces entreprises qui ont rendu possible la tenue d'un événement devenu traditionnel pour les parlementaires et le secteur.

Un nouveau format, de nouvelles possibilités

Cette année, le nouveau format de Moisson d'automne a présenté des difficultés, mais aussi de nouvelles possibilités en ce qui a trait à la réputation que l'événement a acquise au fil des ans dans le secteur et sur la colline du Parlement, et qu'il fallait préserver et entretenir. Comme nous l'avons mentionné, lors de la planification de notre tout premier événement virtuel, le CCH et l'ACDFL ont cherché à tirer parti de ce nouveau format pour créer des manières inédites de participer et d'élargir le public de Moisson d'automne, notamment en offrant un horaire assoupli qui donnait aux acteurs de l'industrie des occasions de rencontrer des parlementaires en dehors des traditionnelles deux journées de rencontres en personne.

Le programme de Moisson d'automne de cette année proposait pour la première fois une série de tables rondes éducatives à l'intention des parlementaires, y compris [Défis liés à la COVID-19 pour les producteurs canadiens et la chaîne d'approvisionnement des fruits et légumes](#) et [La chaîne d'approvisionnement des fruits et légumes dans votre quartier](#). Animées par de dynamiques chefs de file du secteur, ces tables rondes éducatives ont donné aux participants l'occasion d'en apprendre davantage sur les expériences personnelles des acteurs de la chaîne d'approvisionnement canadienne et d'obtenir des suggestions de mesures de soutien concrètes qui pourraient avoir des répercussions positives sur le secteur canadien des fruits et légumes. Ces séances-midi ont reçu un accueil favorable, réunissant 73 parlementaires, fonctionnaires et autres employés du gouvernement, en plus de 55 représentants du secteur.

En plus des tables rondes éducatives, le programme de la première journée comportait des séances de formation et de préparation, notamment la table ronde [Produce and Politics](#) spécialement dédiée aux participants du secteur. Animée par David Coletto d'Abacus Data et réunissant des commentateurs politiques représentant les points de vue libéral, conservateur et néo-démocrate, la discussion portait sur le paysage politique de la nouvelle session parlementaire et son incidence sur le secteur canadien des fruits et légumes frais.

Les liens ci-dessus donnent accès à l'enregistrement vidéo de ces tables rondes. Les membres de l'ACDFL peuvent également accéder à ces vidéos depuis la [page de webinaires de la communauté de l'ACDFL](#).

Discussions autour de nos préoccupations

L'événement Moisson d'automne 2020 a débuté en présence de l'honorable Marie-Claude Bibeau, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, qui a participé à une séance virtuelle offrant aux représentants du secteur des fruits et légumes frais une rare occasion de discuter directement avec la ministre au sujet des priorités de notre secteur, particulièrement dans le contexte de la COVID-19. Bien que certains participants se soient dits inquiets de percevoir dans les réponses de la ministre un soutien gouvernemental moins solide qu'ils l'auraient voulu sur certaines questions, comme le besoin d'un mécanisme de protection financière, la discussion a tout de même ouvert un dialogue qu'il faut maintenant poursuivre.

Après le programme chargé de la première journée, le reste de la semaine a été consacré à des rencontres avec des élus et des fonctionnaires occupant des postes d'influence sur les politiques et les programmes qui touchent le secteur canadien des fruits et légumes frais. Au programme des rencontres de notre Moisson d'automne de cette année figuraient des députés et des sénateurs représentant toutes les régions du pays, notamment des élus de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard, du Nouveau-Brunswick, du Québec, de l'Ontario, du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique.

Au nombre des 41 représentants que nous avons eu la chance de rencontrer durant la semaine, nous avons eu le plaisir de discuter des priorités de notre secteur avec plusieurs interlocuteurs très importants pour notre secteur, notamment :

- le député Neil Ellis, secrétaire parlementaire de la ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire;
- l'honorable Erin O'Toole, chef de l'Opposition officielle;
- des hauts fonctionnaires responsables des politiques du bureau de l'honorable Marie-Claude Bibeau, ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire;
- des membres de la haute direction de l'Agence canadienne d'inspection des aliments (ACIA) et de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC);
- les porte-parole des trois principaux partis d'opposition (les partis conservateur et néo-démocrate et le Bloc Québécois) en matière d'agriculture;
- l'honorable Wayne Easter, président du Comité des finances de la Chambre des communes;
- des membres des comités permanents de la Chambre des communes sur l'agriculture, les finances, la santé, l'industrie, le commerce international et la citoyenneté et l'immigration.

Le secteur des fruits et légumes frais fait face à de nombreuses difficultés dans tout un éventail de domaines d'intervention. Notre liste des [10 principaux enjeux](#) du secteur des fruits et légumes a donné aux parlementaires un aperçu de quelques-unes de ces priorités et de ce que le gouvernement peut faire pour nous aider. Nous comptons bien utiliser cette liste comme outil pour poursuivre notre dialogue avec les fonctionnaires.

Afin de favoriser la clarté et l'efficacité des communications et de profiter pleinement de nos périodes de rencontre dans le cadre de Moisson d'automne, nous avons attiré l'attention de nos interlocuteurs sur [quatre grands enjeux](#), en insistant sur la façon dont ils ont été exacerbés par la pandémie de COVID-19, et recommandé des mesures gouvernementales pour soutenir le secteur des fruits et légumes frais :

- **Veiller à la protection financière** des vendeurs de fruits et légumes en cas de faillite de l'acheteur en mettant en œuvre un mécanisme de fiducie réputée au Canada et en rétablissant l'accès prioritaire aux mesures de protection pour les vendeurs de fruits et légumes canadiens en vertu de la loi *Perishable Agricultural Commodities Act* des États-Unis.
- Soutenir les efforts de **durabilité** dans le secteur des fruits et légumes frais et collaborer pour mettre au point des solutions fondées sur des données probantes pour relever les défis environnementaux, y compris en réduisant l'utilisation des plastiques non nécessaires et problématiques.
- Régler les problèmes de **main-d'œuvre** à court et à long terme afin d'assurer la sécurité alimentaire et de préserver l'intégrité de la chaîne d'approvisionnement alimentaire au Canada.

- Améliorer les programmes de **gestion des risques de l'entreprise (GRE)** pour offrir une meilleure couverture aux cultivateurs, en particulier par l'intermédiaire du programme Agri-stabilité et de l'assurance-récolte.

Étant donné l'actuelle situation de gouvernement canadien minoritaire, les possibilités d'engagement envers nos questions prioritaires diffèrent de celles des deux précédents gouvernements majoritaires. Chacun des partis d'opposition a notamment la possibilité d'exercer son influence sur la dynamique de la Chambre des communes et d'ouvrir de nouvelles avenues pour promouvoir nos objectifs. Nous sommes heureux du niveau d'engagement manifesté par tous les partis en faveur de nos préoccupations.

Protection financière

Durant les rencontres de notre événement Moisson d'automne, nous avons observé un fort niveau d'intérêt pour la protection financière. Cette question fait partie des principales recommandations défendues par l'ACDFL et le CCH depuis plusieurs années. Lors de la campagne électorale de 2019, trois des quatre grands partis politiques se sont engagés à soutenir un mécanisme de fiducie réputée dans leur plateforme électorale. Aujourd'hui, dans un contexte de gouvernement minoritaire, les députés de ces partis cherchent des occasions de faire avancer la question de diverses manières. À l'issue des rencontres de Moisson d'automne, un certain nombre de députés et de sénateurs nous ont offert leur soutien. Nous savons qu'après l'événement, certaines de ces personnes ont envoyé des lettres d'appui aux ministres concernés, et qu'une lettre rédigée conjointement par nos organisations, demandant la mise en place d'une fiducie réputée, a été remise au Comité permanent de la Chambre des communes sur les finances. Désireuses de profiter de cet élan en 2021, nos organisations travaillent activement avec leurs membres et leurs partenaires à exercer des pressions pour qu'un mécanisme de protection financière soit inclus dans la prochaine *Loi d'exécution du budget*.

Durabilité

La durabilité est une autre préoccupation importante pour beaucoup d'élus, en particulier ceux qui représentent des circonscriptions urbaines. Suite à la récente annonce du gouvernement fédéral à propos des efforts consentis pour réduire les déchets de plastique et favoriser une « relance verte » après la pandémie de COVID-19, les députés de tous les partis politiques tentent de clarifier leur position et celle de leur parti dans ce dossier. Ce contexte politique a donné aux participants de Moisson d'automne l'occasion d'expliquer en quoi le secteur des fruits et légumes frais contribue à la lutte contre les changements climatiques et à la transition vers une économie circulaire, tout en continuant de mettre des produits sains et nutritifs sur la table des Canadiens et de soutenir des collectivités dans tout le pays.

Main-d'œuvre et gestion des risques de l'entreprise

Comme dans le cas de la protection financière, la pandémie de COVID-19 a apporté un nouvel éclairage sur nos revendications entourant la difficulté de trouver de la main-d'œuvre et la nécessité d'améliorer la série de programmes de GRE gouvernementaux, et semblé aider les parlementaires et les fonctionnaires à mieux saisir l'importance de ces enjeux.

L'accès à la main-d'œuvre a été l'un des obstacles les plus difficiles à surmonter pour les producteurs et autres entreprises de la chaîne d'approvisionnement cette année. Étant donné toute l'attention accordée aux travailleurs agricoles étrangers, le gouvernement fédéral a fait pression en faveur de la modification des exigences de logement en vertu du Programme des travailleurs étrangers temporaires et du Programme des travailleurs agricoles saisonniers. Durant nos rencontres, le CCH et l'ACDFL ont

réclamé davantage de simplicité et de clarté dans les procédures à suivre pour faire venir les travailleurs dont ils ont besoin, des mesures de soutien du revenu améliorées et plus appropriées pour les travailleurs, et une meilleure collaboration, compte tenu des besoins du secteur, concernant les éventuelles modifications aux exigences de logement.

Comme la GRE était aussi à l'ordre du jour des rencontres fédérales-provinciales-territoriales (FPT) sur l'agriculture qui ont eu lieu en novembre, les fonctionnaires les plus au courant du dossier de l'agriculture et les plus actifs en la matière ont réellement tenté de connaître nos demandes précises en vue de ces discussions. Quelques premiers pas ont été franchis en ce qui concerne la réforme du programme Agri-stabilité, surtout lors de la rencontre FPT, où les intervenants se sont engagés à envisager l'élimination de la limite de la marge de référence et les discussions sur l'augmentation du taux d'indemnisation se sont poursuivies, répondant à deux des principales revendications formulées dans le cadre de Moisson d'automne. Le CCH et l'ACDFL continueront de faire pression en faveur de ces réformes et de la hausse du seuil de couverture d'Agri-stabilité.

Rétrospective et projets d'avenir

Comme mentionné dans l'introduction, le passage de notre événement annuel Moisson d'automne à un format virtuel a présenté des difficultés, mais aussi de nouvelles possibilités pour le travail de défense des intérêts de nos membres. Dans un sondage mené auprès des participants à Moisson d'automne 2020, pas moins de 80 % des répondants du secteur ont qualifié leur expérience générale de Moisson d'automne d'« excellente » ou de « très bonne », et 93 % ont affirmé leur désir de participer à un futur événement virtuel de défense de leurs intérêts. Voici quelques exemples de commentaires que nous avons reçus :

- *« Il faut y consacrer une bonne partie de la semaine, mais c'est du temps bien dépensé pour faire passer notre message auprès du gouvernement fédéral. »*
- *« Le niveau de participation et d'interaction m'a agréablement surpris. »*
- *« J'en étais à ma première participation et la passion et l'accueil chaleureux des participants vétérans m'ont réellement inspirée. »*
- *« J'y ai trouvé de nouvelles occasions de rencontrer nos membres et de voir à quel point ils sont précieux pour notre industrie. »*

D'autres suggestions, comme celles de favoriser davantage les occasions de réseautage et de varier les sujets des rencontres en fonction de l'interlocuteur parlementaire, nous aideront à concevoir les prochains événements.

Le passage à 2021 nous amène à réfléchir à nos futurs événements de défense des intérêts et à envisager la forte probabilité d'organiser notre prochaine rencontre en format virtuel, encore une fois, étant donné les protocoles et les restrictions de déplacement qui pourraient demeurer en vigueur et nous empêcher de nous retrouver sur la colline du Parlement. L'ACDFL et le CCH s'engagent à faire de leur mieux pour tirer des leçons de Moisson d'automne 2020 et faire en sorte que notre prochain événement recueille encore plus de succès, qu'il ait lieu en ligne ou en personne.

À propos de l'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes (ACDFL) :

L'Association canadienne de la distribution de fruits et légumes (ACDFL), dont le siège social se trouve à Ottawa (Ontario), est un organisme à but non lucratif qui représente des membres aux horizons divers provenant de tous les segments de la chaîne d'approvisionnement dans le secteur des fruits et légumes frais au Canada et qui est responsable de 90 % des ventes de fruits et légumes au pays. L'ACDFL a la chance de représenter un secteur qui est à la fois un moteur économique important pour les communautés et un facteur d'amélioration de la santé et de la productivité de la population canadienne.

À propos du Conseil canadien de l'horticulture (CCH) :

Le Conseil canadien de l'horticulture (CCH) est une association à adhésion volontaire établie à Ottawa, sans but lucratif, qui représente les cultivateurs de fruits et légumes de partout au Canada œuvrant dans la production de plus de 120 types de produits d'agriculture répartis dans plus de 14 237 fermes, avec des rentrées de fonds directement de la ferme de l'ordre de 5,4 milliards de dollars en 2019. Depuis 1922, le CCH s'est penché sur des enjeux importants ayant influé sur le secteur horticole du Canada, prônant une alimentation saine, salubre et durable, tout en s'assurant du succès et de la croissance de notre secteur.